

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 15 septembre 2022**  
(Convocation du 07 septembre 2022)

Aujourd'hui, le 15 septembre 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	52
• Voix	321
<b>Présents</b>	
• Nombre	26
• Voix	132
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	15
• Voix	134
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	41
• Voix	266
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



**OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2022 - Ajustement de programme - Fiche n°10 bis - Phase de mise en œuvre du projet de territoire Midour - Animation agricole**

**Exposé des motifs :**

Pour rappel l'animation du projet de territoire Midour s'organise autour de 2 missions complémentaires :

- 1) Une mission d'animation générale et de coordination du PTGE.
- 2) Une mission spécifique d'animation agricole qui depuis cette année est elle aussi portée au sein de l'EPTB Adour.

Au cours des discussions avec les partenaires financiers et agricoles, il est apparu que ce poste d'animation agricole :

- soit mis en place à la suite de l'élaboration d'un programme pluriannuel,
- soit axé sur des missions d'ingénierie de projet.

Le plan de financement de ce programme d'animation agricole d'un montant de 44 900 € était le suivant :

	Dépenses éligibles	Taux appliqué	Animation	Taux effectif
Agence de l'eau Adour-Garonne	44 900 €	70%	31 430 €	70%
Région Occitanie	19 980 €	20%	3 996 €	8,9%
Autofinancement			9 474 €	21,1%
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>44 900 €</b>	

Aujourd'hui deux modifications à la fiche programme initiale vous sont proposées :

La première concerne les missions de l'animatrice :

Aujourd'hui il ressort qu'un des freins à la mise en œuvre des actions agricoles dans le cadre du projet de territoire Midour est le manque de soutien financier aux agriculteurs dans le cadre de changements de pratiques qui constituent un risque non négligeable pour l'exploitation et qui nécessitent des investissements parfois conséquents.

Pour lever ce frein, l'outil *Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)* semble pertinent puisqu'il offre une compensation aux agriculteurs qui s'engagent dans des changements de pratiques en faveur de l'environnement.

Il est donc proposé ici de faire évoluer le programme d'animation agricole en ce sens.

L'EPTB Adour, en tant que structure porteuse et animatrice du projet de territoire Midour, et en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Gers, a soumis une lettre d'intention à cet appel à projet.

L'EPTB Adour sera la structure porteuse du projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) construit dans le cadre de l'appel à projet et nécessaire à la mobilisation de mesures agroenvironnementales et climatiques sur le territoire. Il aura pour rôle le montage du dossier du PAEC ainsi que la coordination générale, le suivi et l'évaluation de ce dernier.



La deuxième concerne le plan de financement :

Conformément au plan de financement prévisionnel nous avons ainsi sollicité le concours financier de nos partenaires. Après instruction de notre dossier de demande de subvention, la Région Occitanie nous a informé par courrier reçu le 13 juillet de la suite défavorable donnée à notre sollicitation, notre projet ne répondant pas aux critères d'éligibilité définis par la collectivité régionale.

Au regard de cette décision, il est nécessaire d'ajuster le plan de financement comme suit :

	Dépenses éligibles	Taux appliqué	Animation	Taux effectif
Agence de l'eau Adour-Garonne	44 900 €	70%	31 430 €	70%
Autofinancement			13 470 €	30%
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>44 900 €</b>	

Avec un résiduel financé comme suit :

	Département 40 (55%)	Département 32 (45%)
<b>Animation</b>	7 408,50 €	6 061,50 €

Considérant la pertinence de l'outil *Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)* en tant que possibilité d'offrir une compensation aux agriculteurs qui s'engagent dans des changements de pratiques en faveur de l'environnement,  
 Considérant l'appel à projet PAEC (projet Agro-environnementaux) lancé par la DRAAF Occitanie,  
 Considérant la réponse défavorable de la région Occitanie sur le financement du programme d'animation agricole,

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver la fiche programme 10 bis en remplacement de la fiche programme 10 dans le programme d'actions 2022,
- d'approuver ce plan de financement ainsi modifié, pour l'opération « Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour : phase de mise en œuvre - Animation du volet agricole pour l'année 2022 »,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*

Envoyé en préfecture le 20/09/2022

Reçu en préfecture le 20/09/2022

Affiché/Publié le 21/09/2022

ID : 040-254002264-20220915-220915H1679H1-DE



Fait et délibéré le 15 septembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*

## FICHE DE PROPOSITION n° 10 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

**Type d'opération :**

Ressource en eau

**Intitulé de l'opération :**

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour : phase de mise en œuvre  
Animation du volet agricole

**Zone d'influence :**

Bassin versant du Midour (32,40)

**Description de l'opération :****Origine**

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Midour, validé à l'unanimité en 2020 par le comité de pilotage du PTGE Midour et la commission locale de l'eau du SAGE Midouze, est actuellement en phase de mise en œuvre.

**Contenu**

Le programme d'actions est constitué de 59 fiches actions réparties en 6 orientations stratégiques. Parmi celles-ci, l'orientation stratégique « Gouvernance » est centrale pour la mise en œuvre du PTGE Midour, puisqu'elle vise à coordonner, piloter et animer la démarche de concertation ainsi qu'à mobiliser les partenaires et les instances.

Tel que défini par l'ensemble des acteurs du PTGE Midour et figurant sur le programme d'actions, la fiche « GOUV2 » de cette orientation stratégique organise l'animation autour de 2 missions complémentaires :

- 1) Une mission d'animation générale et de coordination du PTGE : actuellement assurée par Madame Claire GRANGEAT, chargée de mission des PTGE du Midour et de la Douze.
- 2) Une mission spécifique d'animation agricole : qui devait être mise en place soit par la mobilisation de ressources humaines basées au sein des structures agricoles du territoire du PTGE Midour, soit par un recrutement ad hoc.

Fin 2020, les discussions ont été engagées avec les partenaires agricoles pour déployer cette animation agricole. Il a été décidé que chaque structure mobilise une partie de ses ressources humaines et prenne en charge cette animation par mutualisation de leurs moyens humains.

Le bilan de l'année 2021 montre que cette articulation n'a pas été respectée par les partenaires, et entraîné des répercussions négatives sur le portage en partenariat (les dossiers ont été soumis de manière individuelle).

Ainsi, un groupe de travail avec l'ensemble des partenaires agricoles et financiers a été organisé le 30 septembre 2021. Il a été proposé que l'animation agricole soit portée au sein de l'EPTB Adour, comme cela était préalablement prévu lors de la phase d'élaboration du PTGE Midour.

Au cours des discussions avec les partenaires financiers et agricoles, il est apparu que ce poste d'animation agricole :

- soit mis en place à la suite de l'élaboration d'un programme pluriannuel,
- soit axé sur des missions d'ingénierie de projet.

### Evolution de l'opération:

Un des freins à la mise en œuvre des actions agricoles dans le cadre du projet de territoire Midour est le manque de soutien financier aux agriculteurs dans le cadre de changements de pratiques qui constituent un risque non négligeable pour l'exploitation et qui nécessitent des investissements parfois conséquents.

Pour lever ce frein, l'outil *Mesures agroenvironnementales et Climatiques (MAEC)* semble pertinent puisqu'il offre une compensation aux agriculteurs qui s'engagent dans des changements de pratiques en faveur de l'environnement.

Aussi, le 17 juin 2022, la DRAAF Occitanie a lancé l'appel à projet PAEC (projet Agro-environnementaux). Selon le cahier des charges, le projet de territoire Midour, dans sa partie gersoise, est éligible pour la mise en œuvre de MAEC ciblant l'enjeu eau dans le cadre de cet appel à projet.

Le but est de proposer des mesures agroenvironnementales et climatiques en faveur des économies d'eau pour accompagner et soutenir les agriculteurs vers des pratiques plus économes en eau. Autrement dit, ce projet est un levier pour faciliter la mise en œuvre des actions agricoles du projet de territoire du Midour en faveur des enjeux d'économies d'eau et d'adaptation aux changements climatiques.

Il est donc proposé ici de faire évoluer le programme d'animation agricole en ce sens.

L'EPTB Adour, en tant que structure porteuse et animatrice du projet de territoire Midour, et en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Gers, a soumis une lettre d'intention à cet appel à projet.

L'EPTB Adour sera la structure porteuse du projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) construit dans le cadre de l'appel à projet et nécessaire à la mobilisation de mesures agroenvironnementales et climatiques sur le territoire. Il aura pour rôle le montage du dossier du PAEC ainsi que la coordination générale, le suivi et l'évaluation de ce dernier.

La validation du projet, s'il est retenu, interviendra au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Le montage du PAEC sera réalisé en collaboration avec la chambre d'agriculture du Gers.

### Le montage du PAEC comprend plusieurs étapes :

- L'établissement d'un diagnostic de territoire permettant d'en définir les enjeux agro-environnementaux. Ce PAEC étant monté dans le cadre du projet de territoire Midour, il reprendra le diagnostic territorial établi par ce dernier avec des compléments si nécessaire.
- La sélection des mesures en fonction de leurs pertinences vis-à-vis des enjeux ciblés (identifiés grâce au diagnostic territorial) et du territoire concerné. Outre cette sélection, il sera également nécessaire de dimensionner le projet et d'établir les priorités pour que les mesures engagées soient efficaces et répondent à des problématiques précises du territoire.
- La rédaction du dossier de candidature reprenant tous les éléments précédents.

L'animation du PAEC sera déléguée à la Chambre d'agriculture du Gers dans le cadre d'une convention de partenariat.

La coordination générale du PAEC sera assurée par l'Institution Adour. A ce titre, l'EPTB Adour aura à charge la rédaction des documents nécessaires au fonctionnement du PAEC (notices de territoire, notices de mesures, etc.). C'est également lui qui appliquera les critères de priorités afin de sélectionner les exploitations qui pourront souscrire aux mesures. L'EPTB sera responsable du suivi et du bilan des contractualisations.

Il s'assurera également de la bonne animation du projet par la Chambre d'agriculture du Gers.



Enfin l'EPTB Adour assurera le suivi et l'évaluation annuelle du PAEC.

La partie landaise sera prévue pour 2023, sur les mêmes modalités que pour la partie gersoise énoncées précédemment.

Cette mission supplémentaire n'aura pas d'impact budgétaire sur le coût général de l'animation agricole.

La récupération des subventions et leur reversement seront gérés entièrement par la DDTM et l'AEAG.

#### Maître d'œuvre :

Institution Adour

#### Echéance - Délais :

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

Animation reconduite annuellement, au moins sur 3 ans.

Pour la partie PAEC : projet pluriannuel d'une durée estimée à 3 ans.

#### Coût de l'opération : 44 900 € HT (pas de TVA sur les frais de personnel)

1 ETP : salaires (37 000 €), frais de structure (7 400 €) et frais de mission (500 €)

#### Plan de financement prévisionnel modifié :

Rappel du plan de financement prévisionnels initialement adoptés

	Dépenses éligibles	Taux appliqué	Animation	Taux effectif
Agence de l'eau Adour-Garonne	44 900 €	70%	31 430 €	70%
Région Occitanie	19 980 €	20%	3 996 €	8,9%
Autofinancement			9 474 €	21,1%
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>44 900 €</b>	

Avec un résiduel financé comme suit :

	Département 40 (55%)	Département 32 (45%)
Animation	5 211 €	4 263 €

Après instruction de notre dossier de demande de subvention, la Région Occitanie nous a informé par courrier reçu le 13 juillet de la suite défavorable donnée à notre sollicitation, notre projet ne répondant pas aux critères d'éligibilité définis par la collectivité régionale. Au regard de cette décision, il est nécessaire d'ajuster le plan de financement comme suit :





	Dépenses éligibles	Taux appliqué	Animation	Taux effectif
Agence de l'eau Adour-Garonne	44 900 €	70%	31 430 €	70%
Autofinancement			13 470 €	30%
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>44 900 €</b>	

Avec un résiduel financé comme suit :

	Département 40 (55%)	Département 32 (45%)
Animation	7 408,50 €	6 061,50 €

